



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 06/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MARONCELLI**

1495 Avenue d'Orange  
BP 70084  
84700 Sorgues

Références : D-00502-2024/LRAR N°1A 204 774 9457 7 SPR/979/2024  
Code AIOT : 0006400408

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement MARONCELLI implanté Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARONCELLI
- Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc
- Code AIOT : 0006400408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières Maroncelli, dont le siège social est situé 1495, Route Nationale 7 – à Sorgues, exploite une carrière alluvionnaire au lieu-dit « L'île des rats », sur la commune de Piolenc (84420). Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (exploitation de

carrières) et de l'enregistrement au titre 2515 (traitement des matériaux) de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
8	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
5	Émissions de poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.1.3	/	Sans objet
7	Effets sur les eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.3	/	Sans objet
9	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 7.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Limite de profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 3 non-conformités au cours de cette visite, relatives au suivi de la qualité des terres utilisées dans le cadre de la remise en état agricole et à la gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives.

Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 29/04/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b>  <u>Constat le 29/04/2022</u> : L'exploitant assure actuellement un suivi topographique des quantités de matériaux stockés. Toutefois, le suivi des matériaux, en fonction de leurs caractéristiques, n'est pas encore réalisé, conformément aux prescriptions de l'étude d'impact agricole (stockage séparés des terres en fonction de leurs qualités, mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,...). L'exploitant doit, sous 2 mois, intégrer dans son plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE) les prescriptions de gestion des terres de décapage issues de son étude d'impact agricole et assurer leur suivi en conséquence lors des prochaines opérations de décapage.  <u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de juin 2022, qui renvoie aux recommandations de l'étude d'impact agricole

réalisée par le cabinet « Terre & Territoires » dans le cadre du dossier d'autorisation.

Toutefois, l'exploitant précise que, mis à part le stockage séparé des terres de découvertes, les prescriptions de l'étude d'impact agricole n'ont pas encore été prises en compte à ce jour (cf pages 74 à 78 de l'étude d'impact agricole : mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,...). Ainsi, le rapport DREAL du 13/10/2023 demandait à l'exploitant, sous 1 mois, d'intégrer les prescriptions de l'étude d'impact agricole jointe à son dossier de demande d'autorisation et les appliquer lors des prochaines opérations de décapage.

Constat le 26/06/2024 : par courriel du 12/12/2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de décembre 2023, faisant toujours le renvoi aux dispositions de l'étude d'impact agricole. L'exploitant indique que les opérations de décapage sur la nouvelle zone de Martignan vont être démarrées en septembre.

Toutefois, il précise que les opérations de diagnostic archéologique, effectuées en 2022 et au printemps 2024 sur les terrains des phases PQ 1b et PQ 2 de la zone Martignan, ont conduit à remanier en profondeur, sur plusieurs mètres, une grande partie des terrains en place. Il fournit à l'appui de ses propos le rapport final d'opération d'août 2022, relatif aux fouilles effectuées de février à avril 2022, qui présente la localisation et la nature des investigations réalisées (cf photographies en annexe).

L'exploitant précise que ces opérations ont été réalisées sans précaution particulière, visant à préserver la qualité des terres agricoles. Ainsi, l'absence de décapage sélectif au cours de ces opérations a vraisemblablement conduit à un mélange des différents horizons sur une majeure partie des terrains concernés par les phases PQ1b et PQ2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

a) pour les prochaines opérations de décapage sur les terrains concernés par les phases PQ1b et PQ2, d'assurer une traçabilité des terres excavées. L'historique des opérations effectuées sur les terres des phases PQ1b et PQ2 devra également être repris dans le PGDE, afin d'en conserver la mémoire (opérations de remaniement lors du diagnostic, zones de stockage temporaire,...) ;

b) pour les prochaines opérations de diagnostic archéologique, de mentionner dans la convention avec l'opérateur en charge de ces travaux que les fouilles doivent être réalisées de façon à ne pas porter atteinte à la qualité agronomique des terrains en place, en veillant en particulier à ne pas mélanger les différents horizons, tel que prévu dans l'étude d'impact agricole.

Au regard de la surface remise en état pour un usage agricole sur la zone Martignan (37 Ha) vis à vis de la surface globale à décapier sur ce secteur (74 Ha), il apparaît qu'un excédent de terre « végétale », correspondant aux horizons supérieurs, sera généré par les opérations de décapage. Ainsi, il conviendra d'utiliser préférentiellement les horizons supérieurs des terres décapées sur les phases PQ 3 à 5, afin de réaliser la remise en état finale des surfaces à vocation future agricole. Ce point devra être pris en compte dans le phasage des travaux de remise en état et intégré dans le PGDE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGDE / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li></ul>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : Le PGDE mentionne la quantité annuelle de matériaux de découverte qui sera stockée (540 000m3), mais ne comporte pas d'estimation de la quantité totale produite. Par ailleurs, le PGDE ne comporte pas de caractérisation, ni d'estimation des quantités totales pour les boues de lavage.</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGDE en mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une estimation de la quantité totale de matériaux de découverte qui seront produits au cours de l'autorisation délivrée par l'arrêté du 13/07/2021 ;</li><li>- la caractérisation et l'estimation de la quantité totale de boues de lavage, qui seront produites au cours de la même période.</li></ul> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de juin 2022, qui précise que seront produits au cours de l'autorisation délivrée par l'arrêté du 13/07/2021 environ :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 915 000 m3 de terres de découvertes sur Orange et 4 500 000 m3 sur Piolenc ;</li><li>- 300 000 m3 de boues.</li></ul> <p>Toutefois, le PGDE mentionne « Déchet inerte sans caractérisation demandée » pour les boues issues du lavage des matériaux, sans préciser le taux d'acrylamide. L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGDE par la justification du caractère inerte des boues de lavage.</p> <p><u>Constat le 26/06/2024</u> : par courriel du 12/12/2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de décembre 2023. Cette version contient une attestation du fournisseur de floculant, justifiant d'une teneur en acrylamide inférieure à 0,1 %. Conformément aux orientations de la circulaire du ministère de l'Environnement du 22/08/2011, ces boues sont donc considérées comme des déchets inertes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : Le plan de gestion ne contient pas les éléments suivants, pour les boues de lavage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.</li> </ul> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son plan de gestion pour les boues de lavage, en précisant ces éléments.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de juin 2022, présentant des informations sur ces sujets (particules issues de l'unité de lavage de des matériaux extraits sur site, valorisation pour la remise en état des terres agricoles,...). Toutefois, la description de l'exploitation générant ces déchets devra être complétée par les informations relatives au procédé de floculation. L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGDE en y ajoutant les informations relatives au procédé de floculation et notamment les justifications du caractère inertes des boues de lavage des matériaux.</p> <p><u>Constat le 26/06/2024</u> : par courriel du 12/12/2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de décembre 2023. Cette version contient les informations relatives au procédé de floculation, ainsi qu'une attestation du fournisseur de floculant, justifiant d'une teneur en acrylamide inférieure à 0,1 %. Conformément aux orientations de la circulaire du ministère de l'environnement du 22/08/2011, ces boues sont donc considérées comme des déchets inertes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plan de gestion des déchets – surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGDE / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : le PGDE ne comprend pas de procédures de contrôle et de surveillance, notamment pour assurer la qualité pédologique des terres de découvertes réutilisées lors des opérations de remise en état. L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGDE en précisant les procédures de contrôle et de surveillance précitées.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE, datée de juin 2022, qui renvoie aux recommandations de l'étude d'impact agricole réalisée par le cabinet « Terre &amp; Territoires » dans le cadre du dossier d'autorisation. Toutefois, l'exploitant précise que, mis à part le stockage séparé des terres de découvertes, les prescriptions de l'étude d'impact agricole n'ont pas encore été prises en compte à ce jour lors des opérations de découverte (cf pages 74 à 78 de l'étude d'impact agricole : mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,...). L'exploitant doit, sous 1 mois, intégrer les prescriptions de l'étude d'impact agricole jointe à son dossier de demande d'autorisation et les appliquer lors des prochaines opérations de décapage.</p> <p><u>Constat le 26/06/2024</u> : comme mentionné au PdC n°1, l'exploitant a transmis par courriel du 12/12/2023 une nouvelle version de son PGDE, datée de décembre 2023, faisant toujours le renvoi aux dispositions de l'étude d'impact agricole. Il n'a pas, à ce stade, intégré de procédures de contrôle et de surveillance précises, associées à la gestion des terres lors des opérations de décapage ou de remise en état, ni fait appel à un spécialiste en agro-pédologie afin de l'assister dans la réalisation de ces opérations. Toutefois, il précise que les opérations de diagnostic archéologique, effectuées en 2022 et au printemps 2024 sur les terrains des phases PQ 1b et PQ 2 de la zone Martignan, ont conduit à remanier en profondeur, sur plusieurs mètres, une grande partie des terrains en place.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre à jour son PGDE, afin d'y intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures de contrôle et de surveillance mises en place afin d'assurer la gestion et la traçabilité des terres décapées sur les secteurs PQ 1b et PQ 2 ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance qui seront utilisées lors des opérations de décapage phases PQ 3 à 5, afin de garantir la qualité agronomique des terres et notamment la séparation des différents horizons.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Émissions de poussières diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de poussières diffuses
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des plaquettes de dépôt. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier demandé à l'article 4.3. Un plan sur lequel est reporté l'emplacement des plaquettes est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le positionnement des points de suivi est fonction de la disposition des matériels de l'unité de traitement des matériaux et des conditions climatiques locales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : L'exploitant a mis en place un réseau de suivi des retombées de poussières, via des plaquettes (4 points de mesures, rapport du 6 janvier 2022 relatif aux mesures effectuées en 2021 présenté). Toutefois, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités ne sont pas décrits dans le dossier demandé à l'article 4.3, qui n'a pas été réalisé.</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le dossier prescrit à l'article 4.3, décrivant notamment le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : l'exploitant a produit la notice requise par l'article 4.3 de son arrêté d'autorisation, en date de juillet 2022. En outre, ce document mentionne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la localisation des quatre points de mesures, pour la configuration actuelle de l'exploitation (extraction secteur nord) et la configuration future (extraction secteur sud) ;</li> <li>- les conditions d'exploitation de ces dispositifs (description du dispositif, durée d'exposition,...).</li> </ul> <p>Toutefois, l'inspection relève que la rose des vents n'est pas incluse dans la notice, afin de justifier de la pertinence de la position des plaquettes. En particulier, il paraît nécessaire d'ajouter un point de mesure près du centre équestre en limite de la nouvelle zone d'extraction, afin d'évaluer l'empoussièrement par vent du sud. L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter sa notice avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la rose des vents du secteur sur une période de retour de 10 années;</li> <li>- un point de mesure complémentaire près du centre équestre en limite de la nouvelle zone d'extraction, afin d'évaluer l'empoussièrement par vent du sud.</li> </ul>

Constat le 26/06/2024 : par courriel du 12/12/2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version de sa notice en date du 12/12/2023, présentant une rose des vents, ainsi que les 5 points de mesures retenus en vue de l'exploitation du secteur de Martignan. Un point a été positionné près du centre équestre. L'exploitant indique le jour de l'inspection que les mesures sont effectives depuis janvier 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : suivi des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, articles 5.71.1 et 5.71.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, suivi des eaux souterraines

### Prescriptions contrôlées :

article 5.71.1 : L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de 7 piézomètres sur la carrière de l'Ile des rats et 6 sur la carrière de Martignan Ouest. [...]

article 5.71.3 : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Mensuel	
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90008
Conductivité	Semestrielle	
Turbidité	Semestrielle	
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Métaux totaux	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
DBO5	Semestrielle	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Fer total et dissous	Semestrielle	
Manganèse total	Semestrielle	
Acrylamide, monomère et ses dérivés	Semestrielle	

### Constats :

Par courrier du 30 janvier 2024, l'exploitant a déposé un porté à connaissance, afin de solliciter une modification des modalités de surveillance des eaux souterraines. Ce dossier est accompagné de l'avis de l'expert en hydrogéologie, en charge du suivi du site.

A travers ce dossier, l'exploitant propose d'apporter les modifications suivantes à son réseau de surveillance :

a) partie Nord, commune de Piolenc :

- suppression des piézomètres PZ 1, PZ 3, PZ 4 et PZ 7 au niveau de l'ancienne exploitation, accueillant désormais une centrale photovoltaïque flottante ; ces ouvrages étant situés très en amont hydraulique des zones excavées dans le cadre de l'arrêté du 13 juillet 2021 ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi des piézomètres 2 et 8 pour les hautes eaux ;</li> <li>- suivi des piézomètres 2, 5, 6 et 8 pour les basses eaux.</li> </ul> <p>b) partie Sud, commune d'Orange :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suppression des piézomètres F1 et F2, ces ouvrages étant situés en amont hydraulique et utilisés également pour l'arrosage des terres, faussant ainsi les mesures des hauteurs piézométriques ;</li> <li>- suivi des piézomètres PZ C et PZ A pour les hautes eaux ;</li> <li>- suivi des piézomètres PZ A, PZ B, PZ C et P4 pour les basses eaux.</li> </ul> <p>Par ailleurs, en séance, l'exploitant sollicite l'arrêt du suivi au niveau du PZ 2 au nord du site, compte tenu de sa position très éloignée en amont hydraulique de la carrière et de sa redondance avec le PZ 6, situé également en amont hydraulique au nord de la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La proposition de l'exploitant en matière de rationalisation du réseau de surveillance des eaux souterraines n'appelle pas d'observation de l'inspection des installations classées et peut être mise en œuvre. L'article 5.7.1.1 de l'arrêté fera l'objet d'une mise à jour ultérieure par arrêté complémentaire.</p> <p>Toutefois, l'inspection demande à la société Maroncelli de poursuivre le programme analytique sur l'ensemble des ouvrages conservés (soient les piézomètres 2, 5, 6 et 8 pour la zone nord et les piézomètres PZ A, PZ B, PZ C et P4 pour la zone Martignan) aux basses et aux hautes eaux, tel que prévu par l'article 5.7.1.3 de son arrêté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Effets sur les eaux de surface

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effets sur les eaux de surface</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place des échelles limnimétriques dans les plans d'eau qui seront relevées mensuellement.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>par courrier du 30 janvier 2024, l'exploitant a déposé un porté à connaissance, afin de solliciter plusieurs modifications des conditions d'exploitation de sa carrière (cf PdC précédent). A travers ce dossier de porté à connaissance, l'exploitant demande également de ne plus suivre le niveau du plan d'eau correspondant à l'ancienne exploitation, au nord du site actuellement autorisé (plan d'eau rétrocédé pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque). Il précise qu'une nouvelle échelle limnimétrique sera installée à la création du nouveau plan d'eau sur la zone Martignan.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La proposition de l'exploitant n'appelle pas d'observation de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de rétention
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. À cet effet, l'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 120 m³, à proximité de l'installation de traitement. Les orifices d'écoulement du bassin de rétention sont en position fermée par défaut. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées et dûment autorisées. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement caractérisée et après accord de l'inspection des installations. classées, ces eaux pourront être rejetées au milieu naturel dans le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 5.5.1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : La présence du bassin de rétention a pu être constatée le jour de l'inspection. L'exploitant a présenté un reportage photographique relatif à la réalisation du bassin, ainsi qu'une feuille d'émargement du 19 février 2020 pour la formation du personnel à l'utilisation de la vanne guillotine associée, afin de confiner les eaux en cas d'incendie.</p> <p>Toutefois, le bassin de rétention est utilisé également pour la rétention des eaux de lavage de certains tapis de l'installation de traitement de matériaux. Ainsi, la vanne de fermeture du bassin est maintenue en position ouverte par défaut et non fermée comme prévu par l'arrêté, afin que ces eaux résiduelles puissent être évacuées. Par ailleurs, cette vanne est maintenue ouverte, afin de permettre l'évacuation des eaux de pluie recueillies gravitairement en cas d'orage.</p> <p>L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet la modification des conditions de fonctionnement de son bassin de rétention des eaux incendie. En outre, le dossier devra justifier que le volume résiduel du bassin, une fois déduit le volume "mort" potentiellement occupé par les eaux de lavage ou les eaux pluviales, est suffisant pour recueillir les 120m³ d'eaux d'extinction. Les dispositions organisationnelles mises en place en cas d'incendie devront également être précisées (procédure, formation du personnel,...).</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : le PAC n'a pas été transmis à madame la Préfète à la date de la visite. L'exploitant précise que le dossier est en cours de finalisation et sera prochainement déposé. En particulier, de nouvelles cuves enterrées, d'une capacité totale de 160m³, vont être implantées afin de récupérer les eaux d'extinction. L'exploitant doit, sous deux mois, déposer le porter à la connaissance décrivant les modifications prévues de son système de rétention des eaux incendie de sa plateforme de traitement des matériaux.</p>

Constat le 26/06/2024 : par courrier du 30/01/2024, l'exploitant a transmis à Mme la Préfète un porté à connaissance présentant diverses modifications des conditions d'exploitation, dont les évolutions apportées au système de rétention des eaux.

A travers ce dossier, l'exploitant propose de compléter la capacité de rétention initiale de 120 m<sup>3</sup> du bassin à ciel ouvert par la création d'une capacité de rétention complémentaire d'un volume total 198 m<sup>3</sup>, via la mise en place de trois cuves enterrées. Ces cuves enterrées seront exclusivement dédiées à la rétention des eaux en cas d'incendie. Leur dimensionnement a été réalisé à l'aide du document technique D9.

Le jour de l'inspection, il a pu être constaté la présence de la zone dédiée aux nouvelles cuves enterrées. Cette zone est délimitée par un merlon. Le panneautage, associé à la vanne guillotine permettant de diriger les eaux d'extinctions vers les cuves enterrées, était masqué par de la végétation (cf photographies en annexe).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'ajout de la capacité de rétention de 198 m<sup>3</sup> n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées et peut être mise en œuvre. Cette modification fera l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Le panneautage associé à la vanne guillotine permettant de diriger les eaux d'extinctions vers les cuves enterrées devra être dégagé des végétaux le masquant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 9 : Clôtures et barrières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Clôtures et barrières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2023

**Prescription contrôlée :**

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées :

- Sur le ou les chemins d'accès aux abords de la carrière,
- À proximité des zones clôturées.

Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses, ripisylves...) ne sont pas concernées par cette prescription. L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès au site

en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : La zone de décantation des boues de lavage, présentant un risque d'enlèvement, n'est pas clôturée et ne comporte qu'une seule pancarte signalant le risque. L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place une clôture solide et efficace autour de la zone de décantation des boues de lavage, présentant un risque d'enlèvement, ainsi que des pancartes signalant le risque.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courrier du 10/08/2022, l'exploitant a transmis des photographies des aménagements mis en place afin de signaler la présence des bassins et des risques associés : huit panneaux interdisant l'accès et signalant les risques d'enlèvement et de noyade ; l'installation de blocs béton côté ouest l'installation d'un merlon de sable côté nord</p> <p>Toutefois, le jour de visite, l'inspection constate que les blocs béton mis en place délimitent la zone mais n'empêchent pas d'atteindre la zone des bassins de rétention, qui demeure facilement accessible. Par courriel du 21/09/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande pour la mise en place d'une clôture autour des bassins, pour une réalisation au plus tard fin octobre.</p> <p>L'inspection prend note de la réalisation prochaine de la clôture des bassins et demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs associés au plus tard fin octobre 2023.</p> <p><u>Constat le 26/06/2024</u> : par courriel du 12/12/2023, l'exploitant a transmis des photographies des bassins de décantation clôturés.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a pu être constaté la présence de la clôture et du panneautage associé (cf photographies en annexe).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Mesures périodiques des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport de mesure du 14/11/2022, effectué par la société Pronetec. Ce rapport montre des mesures conformes pour l'ensemble des 7 points contrôlés en limite de site ou zone à émergence réglementée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : limite de profondeur d'extraction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, limite de profondeur d'extraction

**Prescription contrôlée :**

L'extraction est limitée à une profondeur maximale d'exploitation correspondant à la cote 18 m NGF. [...]

**Constats :**

le plan d'exploitation du 15 avril 2024 mentionne une côte minimale d'extraction de 20 mNGF environ.

**Type de suites proposées :** Sans suite